internationale sur ces questions et conduisent souvent à des mesures spécifiques. Ainsi, au Sommet d'Ottawa en 1981, l'attention portée aux relations entre pays développés et les pays en développement a mené au Sommet Nord-Sud de Cancun, au Mexique. Par ailleurs, la sensibilisation croissante aux problèmes environnementaux depuis le Sommet de Toronto en 1988 a influé sur l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en 1992, et elle a fait du jumelage du développement économique et de la protection de l'environnement une priorité internationale.

Les derniers sommets se sont penchés sur la reconstruction de l'Europe centrale et orientale. En 1989, les leaders ont demandé à la Commission des Communautés européennes de faire le nécessaire pour coordonner l'aide aux réformes en Pologne et en Hongrie. Depuis, une assistance coordonnée par le G-24, les membres de l'OCDE, a été offerte à tous les pays de la région.

C'est en 1989 que le Président Mikhaïl Gorbatchev a écrit aux leaders du Sommet pour leur faire part de son objectif d'intégrer l'Union soviétique au système économique international. Au Sommet de Houston en 1990, les dirigeants ont demandé au FMI, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), à l'OCDE et à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) de procéder à une étude conjointe de l'économie soviétique et de recommander des mesures de réforme. L'année suivante, aussitôt après le Sommet de Londres, les dirigeants ont rencontré le Président Gorbatchev pour discuter de ses plans de réforme. En 1992, après le Sommet de Munich, ils ont rencontré le Président Boris Eltsine afin de passer en revue la situation dans son pays et d'annoncer un plan global d'aide à la Russie. Avant le Sommet de Tokyo en 1993, le G-7 dévoilait un plan assorti d'un budget de 43 milliards \$ US prévoyant le rééchelonnement de la dette, un soutien des mesures de stabilisation par l'entremise du FMI, l'octroi de prêts par l'entremise de la Banque mondiale pour l'exécution de projets et l'importation de produits de première nécessité, ainsi que le financement d'un programme de privatisation.

Depuis quelques années, l'ampleur des sommets du G-7 a semblé disproportionnée par rapport aux résultats obtenus, et bon nombre ont dit douter que ces rencontres puissent déboucher sur des initiatives concrètes. Les sommets sont d'abord et avant tout des rencontres privées entre des leaders élus qui ont pour tâche d'équilibrer les intérêts de leur nation et le besoin d'une approche collective face aux problèmes économiques et politiques de l'heure. Sur certaines questions, les leaders conviennent qu'une action concertée doit venir compléter les initiatives prises, à titre individuel, par leurs gouvernements. Il peut s'agir d'une initiative d'envergure qui retient l'attention du public, le plan d'aide à la Russie et à l'Europe orientale par exemple, ou d'une mesure qui passe inaperçue, comme la création, au Sommet de Munich, d'un fonds pour la sécurité nucléaire doté de crédits de 141,4 millions \$.